

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

(CCAP N° DRIEAT-DiRIF-SGPR-AOO-25-001)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT IF) – Direction des routes d'Île-de-France (DiRIF).

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Madame la Directrice régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le Préfet de la Région Île-de-France n°IDF-2023-04-19-00003 du 19 avril 2023.

Objet du marché

Travaux d'entretien et de réhabilitation de la signalisation verticale métallique sur le réseau routier national exploité par la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF).

Le présent CCAP comporte 0 annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Pages

Table des matières

ARTICLE 1. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	6
1-1. Objet du marché.....	6
1-2. Descriptif des travaux.....	6
1-3. Décomposition en tranches et en lots.....	8
1-4. Intervenants et forme des notifications.....	8
1-4.1. Mandataire du maître d'ouvrage.....	8
1-4.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	8
1-4.3. Conduite d'opération.....	8
1-4.4. Maîtrise d'œuvre.....	8
1-4.5. Contrôle technique.....	8
1-4.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)....	8
1-4.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC).....	8
1-4.8. Autres intervenants.....	9
1-4.9. Représentation du maître d'ouvrage (RMO).....	9
1-4.10. Formes des notifications.....	9
1-5. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	9
1-5.1. Obligation de confidentialité.....	9
1-5.2. Sites sensibles.....	10
1-5.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	10
1-6. Contrôle des coûts de revient.....	11
1-7. Dispositions générales.....	11
1-7.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	11
1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	12
1-7.2.1. Intervenants étrangers.....	12
1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	13
1-7.3. Responsabilités et Assurances.....	14
1-7.3.1 Responsabilités.....	14
1-7.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun.....	14
1-7.3.3 Dispositions communes.....	14
1-7.4. Réalisation de prestations similaires.....	15
1-7.5. Clauses sociales et environnementales.....	15
1-7.5.1. Clauses sociales pour les lots n°1, 2, 3 et 4.....	15
1-7.5.2. Clauses environnementales.....	15
1-7.6. Autres dispositions générales.....	16
1-8. Clauses de réexamen du marché public.....	16
1-9. Ordres de service.....	16
1-10. Propriété intellectuelle.....	16

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	16
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	17
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	17
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	17
3-2.1. Contenu des prix.....	17
3-2.2. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix.....	18
3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :.....	18
3-2.4. Modalités de transmission et de paiement.....	18
3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement.....	18
3-2-4.2 Modalités et délais global de paiement.....	19
3-2.5. Approvisionnements.....	19
3-2.6. Répartition des dépenses communes de chantier.....	19
3-3. Variation dans les prix.....	19
3-3.1. Les prix sont révisables par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.....	20
3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché.....	20
3-3.3. Choix des index de référence.....	20
3-3.4. Modalités de révision des prix.....	20
3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	20
3-4. Modalités particulières de paiement.....	21
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	22
3-6. Augmentation du montant des travaux.....	22
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	22
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	22
4-2. Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots.....	22
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	22
4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution.....	23
4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts.....	23
Pénalités pour retard d'intervention d'urgence.....	23
4-3.3. Primes d'avance.....	23
4-4. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	23
4-4.1. Pénalités pour dépassement de la durée d'intervention.....	23
4-4.2. Pénalités pour non-intervention.....	23
4-4.3. Pénalités pour non remise en état des lieux.....	23
4-4.4. Pénalités pour retard de livraison de fournitures.....	23
4-4.5. Pénalités relatives aux obligations en matière de sécurité des travailleurs.....	24
4-4.6. Pénalités relatives à la mise à disposition de matériels par le pouvoir adjudicateur.....	24
4-4.7. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	24
4-4.8. Dédommagement pour annulation de chantier.....	24
4-4.9. Clauses sociales concernant les lots n°1, 2, 3 et 4.....	24
4-4.10. Clauses environnementales.....	24
4-4.11. Documents fournis après exécution.....	25
4-4.12. Documents nécessaires à l'exécution du marché.....	25
4-4.13. Rendez-vous de chantier.....	25
4-4.14. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés.....	25

4-4.15. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.....	25
4-4.16. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD.....	25
4-4.17. Autres pénalités diverses.....	25
4-5. Cumul des pénalités.....	26
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	26
5-1. Retenue de garantie.....	26
5-2. Avances.....	26
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	27
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	27
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	27
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	27
6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	28
ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	28
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	28
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	28
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	28
7-4. Piquetage général.....	28
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	28
ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	29
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	29
8-2. Etudes d'exécution des ouvrages.....	29
8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	29
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	29
8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise.....	29
8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent.....	29
8-4.3. Sécurité et hygiène des chantiers.....	29
8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique.....	30
8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux.....	30
8-4.6. Démolition de constructions.....	30
8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux.....	30
8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques.....	30
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	30
8-6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire.....	30
8-7. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation.....	31
8-7.1. Prise en charge des installations.....	31
8-7.2. Restitution des installations.....	31
8-7.3. Prise en charge et restitution de la documentation des installations.....	32
8-7.4. Documentation technique.....	32
8-8. Conditions d'intervention.....	32
8-9. Registre de chantier.....	32
ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....	33
9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux. 33	
9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves.....	33

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	33
9-2. Réception.....	33
9-2.1. Essais et contrôles des prestations.....	33
9-2.2. Réception des ouvrages.....	33
9-2.3. Réceptions partielles.....	33
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	34
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	34
9-5. Documents fournis après exécution.....	34
9-6. Délai de garantie.....	34
9-7. Garanties particulières.....	34
ARTICLE 10. RESILIATION.....	35
ARTICLE 11. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE.....	36
11-1. Les publics visés.....	36
11-2. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser.....	37
11-3. Les modalités de mise en œuvre des actions s'insertion.....	37
11-4. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	38
11-5. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion.....	38
ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	39

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE 1. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché

Le marché a pour objet l'entretien et la réhabilitation de la signalisation verticale métallique du réseau routier national (RRN) géré par la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF).

1-2. Descriptif des travaux

Les travaux, selon le lot, objet du présent marché, concernent :

- fourniture et la pose de matériels de signalisation verticale de police permanente ;
- la fourniture et la pose de matériels de signalisation verticale directionnelle permanente ;
- la fourniture de matériels de signalisation verticale temporaire ;
- la confection de massifs béton ;
- le transport, le chargement, le déchargement et la mise en œuvre de ces matériels aux lieux indiqués ;
- la dépose et l'évacuation de matériels de signalisation verticale métallique implantés sur le réseau routier national du la DiRIF selon les directives du maître d'ouvrage (que ce soit de police, directionnelle, d'information ou de communication aux usagers) ;
- la démolition de massifs béton, la remise en état des lieux et l'évacuation des déchets qui en résulte ;
- la dépose en urgence de matériels de signalisation verticale métallique suite à évènement exceptionnel (choc véhicule, tempête, vandalisme, etc) ;
- la réalisation de prestations d'entretien courant et spécialisé notamment en ce qui concerne les portiques, potences et hauts-mâts de signalisation directionnelle :
 - réalisation d'aménagements autour des embases (murets de retenue des terres, dalles de propreté);
 - décaissement et débroussaillage d'embases ;
 - nettoyage et graissage de tiges d'ancrage ;
 - sablage et mise en peinture de structures en acier ;
 - nettoyage de panneaux ;
 - la fourniture de brides, d'écrous et d'accessoires.

Le descriptif exhaustif des travaux est défini dans le CCTP.

Les prestations relèvent de la catégorie 3 au sens de l'article R. 4532-1 du code du travail.

Lieux d'exécution :

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : réseau routier national et tout autre site gérés par la DiRIF. Ce réseau s'étend sur les départements de l'Oise (60), de la ville de Paris (75), de la Seine-et-Marne (77), des Yvelines (78), de l'Essonne (91), des Hauts-de-Seine (92), de la Seine-Saint-Denis (93), du Val-de-Marne (94) et du Val d'Oise (95).

Modalités de passation des bons de commande :

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande mono-attributaire conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP. Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par un service de la DiRIF conformément aux délégations de signature.

Elles sont passées dans les conditions suivantes :

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8h. au vendredi 16 h.

Chaque bon de commande précise :

- La durée et la date de commencement de la période de préparation ;
- la désignation et la catégorie des produits ;
- la quantité commandée par catégorie ;
- les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- le montant par catégorie de produits ;
- le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- le lieu d'exécution et la zone géographique concernée ;
- le délai d'exécution des travaux ;
- le CSPS en charge des travaux si nécessaire ;
- la référence du marché ;
- le numéro du marché et le numéro du lot correspondant à l'AGER ;
- le numéro du bon de commande ;
- les paramètres pour la dématérialisation des factures (n° SIRET de l'État, n° d'Engagement Juridique du bon de commande et les références du service exécutant) ;
- le maître d'œuvre et son représentant pour le chantier associé ;
- l'adresse d'envoi de la facture et les conditions de facturation ;
- les conditions d'exécution, les documents à fournir, et les mesures particulières ;
- les plages d'intervention jour et/ou nuit ;

Le maître d'ouvrage confie au titulaire, pendant toute la durée du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Dans le cas où la durée de la période de préparation fixée dans un bon de commande n'est pas de deux mois, il est dérogé à l'article 28.1 du CCAG.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

1-3. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Les travaux portent sur 4 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 1	AGER Nord (départements 75, 93, 95)
Lot 2	AGER Est (départements 75, 77, 94 et 60)
Lot 3	AGER Sud (départements 75, 91 et 94)
Lot 4	AGER Ouest (départements 75, 78 et 92)

1-4. Intervenants et forme des notifications

1-4.1. Mandataire du maître d'ouvrage

Sans objet.

1-4.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-après.

1-4.3. Conduite d'opération

Sans objet.

1-4.4. Maîtrise d'œuvre

La fonction de maîtrise d'œuvre est assurée par la DiRIF, et en particulier les responsables des unités d'exploitation de la route (UER) et des bureaux de gestion de la route (BGAR), et éventuellement toute autre unité désignée par le maître d'ouvrage.

1-4.5. Contrôle technique

Sans objet.

1-4.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

En fonction des travaux, un coordinateur Sécurité et Protection de la Santé pourra être désigné par le maître d'ouvrage.

1-4.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

1-4.8. Autres intervenants

Sans objet.

1-4.9. Représentation du maître d'ouvrage (RMO)

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par le directeur de la Direction des Routes Île-de-France et par les chefs d'arrondissements de gestion et d'exploitation de la route (AGER), chacun pour leur lot respectif.

1-4.10. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations dont les bons de commande, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire) par courriel.

Le destinataire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

En application de l'article 2 du CCAG, la date et l'heure de réception mentionnées sur le récépissé de transmission du courriel sont considérées comme celles de la notification.

Dans le cas où le destinataire n'accuserait pas réception de l'information, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

1-5. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-5.1. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier. La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-4.15. du présent CCAP.

1-5.2. Sites sensibles

Sans objet.

1-5.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-4.16 du présent CCAP.

Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;

- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences

18 rue Goubet

75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

1-6. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-7. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-7.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-7.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.14.

1-7.3. Responsabilités et Assurances

1-7.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-7.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

Pendant l'exécution des prestations :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

Après les travaux :

- tous dommages confondus par sinistre et par année : 750 000,00 €

1-7.3.3 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-7.4. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'ajouter des prix nouveaux au marché si :

- le besoin de la DiRIF évolue durant le marché ;
- les fournitures proposées sont remplacées ;
- des prestations similaires sont à réaliser.

1-7.5. Clauses sociales et environnementales

1-7.5.1. Clauses sociales pour les lots n°1, 2, 3 et 4

Les conditions d'exécution des lots comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1-7.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n°20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social. Ces conditions sont les clauses suivantes :

- Le titulaire mettra en place des modes d'exécution des travaux et prestations objets du marché respectant l'environnement et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- Le titulaire fournira un BEGES (bilan des Emissions de Gaz à Effets de Serre) dans les 2 mois suivant la notification du marché ;
- Le titulaire établira le Schéma d'Organisation du Suivi et d'Élimination des Déchets, intégrant les dispositions relatives à son entreprise et à ses éventuels co-traitants (dispositions préparatoires). Le titulaire du marché devra s'assurer à chaque chantier de la traçabilité des déchets et de la bonne application de la démarche SOSED, et fournira notamment pour cela au maître d'ouvrage les bordereaux de suivi des déchets. Les délais pour la remise de ces documents seront indiqués dans le bon de commande.

1-7.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible, ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1-8. Clauses de réexamen du marché public

Sans objet.

1-9. Ordres de service

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

1-10. Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Les Cahiers de consignes générales de Sécurité de chaque Ager, annexés au CCTP (CCGS) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) ;
- le Schéma d'Organisation du Suivi et de l'évacuation des Déchets (SOSED).
- le Bordereau des Prix Unitaires et/ou Forfaitaires (BPUF);
- Les notes techniques explicatives
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché, à savoir :

- En tenant compte de l'exiguïté des emprises des travaux, et de la nature des terrains ;
- en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visées aux articles 1-2 et 1-3 ci-dessus ;
- en tenant compte des frais entraînés par l'exécution simultanée de travaux à proximité des lieux d'exécution des travaux du présent marché ;
- en tenant compte des frais liés à la conservation des divers réseaux concessionnaires en place ;
- en tenant compte des frais liés à la période de préparation ;
- en tenant compte des frais liés aux contrôles intérieur et extérieur ;
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) ;
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur, au SOSED ;
- en tenant compte des sujétions d'exécution liées aux problèmes de circulation et aux mesures d'exploitation du réseau ; en particulier l'exploitant pourra interrompre les travaux sans avertissement ni indemnité dès lors que les conditions d'écoulement du trafic ou de sécurité des usagers ou agent ou ouvriers paraîtront insuffisantes (brouillard, pluie ...) ;
- en tenant compte des prescriptions de l'ensemble des pièces du marché ;
- en tenant compte des dépenses communes de chantier, si de telles dépenses sont prévues au 3-2.8 ci-après ;

Prestations à la Charge de la DiRIF :

- balisage et fermeture sur le Réseau Routier National Non-concédé.

Prestations à la charge du titulaire :

- balisage sur le réseau routier autre que le Réseau Routier National Non-concédé ;
- la remise en état des lieux ;
- le transport et l'évacuation des déchets jusqu'aux lieux de dépôt définitifs qu'ils soient indiqués ou non par le maître d'ouvrage ;
- toutes les sujétions nécessaires à la bonne exécution des travaux du présent marché.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.
Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RMO ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou un OS signé par le RMO dans les conditions de l'article 13 du CCAG. Le titulaire est tenu d'aviser le RMO de la date probable à laquelle le montant des prestations atteindra le montant du marché.

3-2.2. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Sans objet.

3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les comptes sont réglés, par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG, par présentation de factures à l'achèvement de chaque commande selon les quantités qui résultent des constatations contradictoires avec le maître d'œuvre, le BPUF et l'OS de prix nouveau provisoire.

La dépose de la facture se fera chaque fois que le titulaire souhaitera être rémunéré pour les prestations réalisées et validées.

Toutes factures déposées sans constatation de la prestation pourra faire l'objet d'un rejet ou d'une suspension de paiement qui sera notifiée par OS.

Le délai de paiement pourra être suspendu par demande de règlement de la personne publique. Cette suspension sera notifiée au titulaire, et précisera les raisons imputables au titulaire, qui s'opposent au paiement et les pièces à fournir ou à compléter. Le délai sera alors suspendu jusqu'à remise de la totalité des justificatifs réclamés. À compter de la réception des justificatifs, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente jours.

Chaque commande est réglée indépendamment des autres prestations.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte".

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

via les paramètres suivant :

- Le numéro de marché ;

- le numéro de SIRET de l'État ;
- le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du bon de commande » ;

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- les références du compte bancaire sur lequel le virement sera réalisé. Si le compte bancaire est différent de celui indiqué dans l'AE du marché, il sera nécessaire de réaliser un avenant ;
- l'éventuelle avance payée ou facturée ;
- les parties déjà facturées ;
- l'éventuelle partie due aux sous-traitants.

3-2-4.2 Modalités et délais global de paiement

Le point de départ du délai global de paiement des factures est la date de réception de celle-ci sur Chorus-pro ou la date de réalisation de la prestation.

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2.5. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

3-2.6. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Les prix sont révisibles par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix des index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux faisant l'objet de l'ensemble des lots est :

TP13a - Charpentes et ouvrages d'art métalliques

Cet index est publié mensuellement sur le site de l'INSEE :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010777583>

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le BPUF est révisé une (1) fois par an à l'initiative du titulaire en application de la formule et selon les modalités ci-dessous.

Le titulaire doit transmettre le BPUF des prix révisés sous format informatique modifiable et support non modifiable (format papier ou informatique avec signature certifiée), un mois avant la date de révision prévue.

Le RMO dispose de 2 semaines pour accepter le BPUF et le notifier.

Sans proposition de la part du titulaire, le maître d'ouvrage se laisse la possibilité ou non d'effectuer la révision en lieu et place du titulaire.

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_{n-3} / I_{0-3}$$

La périodicité de la révision est de un (1) an. La première révision est effectuée un (1) an après la date de notification du marché avec :

I_{0-3} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;

I_{n-3} = Par dérogation au 9.4.4 du CCAG, valeur de l'index de référence **I** fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision moins 3 mois.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-4. Modalités particulières de paiement

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet via CHORUS PRO, avec les mêmes informations (n° EJ, Service exécutant, SIRET État) que le titulaire, la facture pour les prestations relevant de son périmètre, les constats et la demande de paiement du titulaire ;
- La facture émise par le sous-traitant intègre le cas échéant, la gestion du remboursement de son avance.

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité. Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité. Les spécifications des articles 4 et 6 du CCAP s'appliquent aux sous-traitants.

Le paiement direct des co-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le co-traitant transmet via CHORUS PRO, avec les mêmes informations (n° EJ, Service exécutant, SIRET État) que le titulaire la facture pour les prestations relevant de son périmètre, les constats et l'acceptation de la facture du titulaire ;
- La facture émise par le sous-traitant intègre le cas échéant ; la gestion du remboursement de son avance, la variation des prix, les pénalités et primes ;

Les spécifications des articles 4 et 6 du CCAP s'appliquent aux co-traitants.

3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

3-6. Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 du CCAG et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un OS préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 du CCAG le Maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent aux articles 3.2 et 3.3 de l'acte d'engagement.

4-2. Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution des travaux qui peut lui être accordée est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, les pénalités sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité fixée à 500 € par jour ou par nuit de retard.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Pénalités pour retard d'intervention d'urgence

Le titulaire subit, en cas de retard sur le délai pour venir sur place afin d'effectuer la dépose et l'évacuation complète, en urgence, d'une structure de type portique, potence ou haut-mât quelles que soient ses dimensions, par rapport au délai qu'il a lui-même indiqué dans l'acte d'engagement, une pénalité de 2000 € par quart d'heure de retard sachant que tout quart d'heure entamé est dû.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception de l'article 4-4.10 du CCAP qui fera l'objet d'une mise en demeure.

4-4.1. Pénalités pour dépassement de la durée d'intervention

En cas de travaux réalisés sous balisage ou sous fermeture de circulation, le titulaire se doit de terminer les travaux et remettre en état les lieux dans le délai imparti par le maître d'ouvrage. Une pénalité de 2000 € sera appliquée par quart d'heure de retard, en cas d'impossibilité, du fait du titulaire, de réouverture à la circulation ou de dé-balisage à l'heure prévue par le maître d'ouvrage avec le titulaire lors de la préparation de chantier sachant que tout quart d'heure entamé est dû.

4-4.2. Pénalités pour non-intervention

Pour les prestations de type « travaux » du BPUF, lorsqu'il est constaté que le titulaire n'est pas intervenu avant expiration du délai ou à la date d'exécution indiqué par le maître d'ouvrage, pour tout ou partie des prestations du bon de commande, il subit une pénalité forfaitaire de 2000 € par bon de commande.

4-4.3. Pénalités pour non remise en état des lieux

Le titulaire est tenu de respecter l'état de la voirie, et des lieux où il intervient. En cas de non remise en état des lieux après intervention, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 2000 €.

4-4.4. Pénalités pour retard de livraison de fournitures

Le titulaire subit, en cas de retard de livraison de fournitures par rapport au délai ou à la date de livraison indiqué par le maître d'ouvrage, une pénalité de 500 € par jour de retard.

4-4.5. Pénalités relatives aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

En cas de manquement constaté du titulaire ou de l'un de ses sous-traitants aux obligations en matière de sécurité et de santé des travailleurs sur le chantier, une pénalité forfaitaire de 1000 € sera appliquée. La pénalité s'appliquera par manquement constaté.

L'arrêt de la prestation pour permettre la mise en conformité du chantier aux regards des obligations susmentionnées ne suspend pas les différents délais prescrits dans la présente et n'ouvre droit à aucune prolongation.

4-4.6. Pénalités relatives à la mise à disposition de matériels par le pouvoir adjudicateur

Sans objet.

4-4.7. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le titulaire se doit de remettre en état les lieux et replier ses installations de chantier. Une pénalité de 100 € sera appliquée par demi-heure de retard dans le repliement et l'évacuation totale des installations de chantier selon les plages définies par le maître d'ouvrage.

4-4.8. Dédommagement pour annulation de chantier

Dans le cadre d'une intervention programmée où une entreprise conformément à la volonté du maître d'ouvrage, se rend sur site et que la faute du maître d'ouvrage, le chantier ne peut finalement s'exécuter, le maître d'ouvrage prévoit de verser un dédommagement au titulaire concerné.

Les délais de prévenance, dont le non-respect par le maître d'ouvrage implique l'application de cette indemnité, sont :

- la veille avant 16h00, pour les interventions programmées de jour, les heures de jour étant entre 09h00 et 17h00.
- le jour même de la nuit convenue avant midi, pour les interventions programmées de nuit, les heures de nuit étant entre 22 h et 05h00.

Le montant du dédommagement sera de 2000 € pour les interventions de jour et de 4000 € pour les interventions de nuit.

4-4.9. Clauses sociales concernant les lots n°1, 2, 3 et 4

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser pour chaque lot, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 60 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-respect des prescriptions fixées à l'article 20.1 du CCAG pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion, le titulaire encourt une pénalité de 75 € par document et par jour, à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

4-4.10. Clauses environnementales

En cas de non respect des obligations prévues à l'article 20.2 du CCAG, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement une pénalité fixée à 100 €.

En cas de retard dans la fourniture du BEGES prévu à l'article 1-7.5.2 ci-dessus, le titulaire encourt une pénalité journalière de 75 €.

En cas de retard dans la fourniture des bordereaux de suivi des déchets prévus à l'article 1-7.5.2 ci-dessus, le titulaire se verra appliquer une pénalité journalière de 75 €.

4-4.11. Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue, le titulaire encoure une pénalité journalière fixée à 100 €.

Les délais de remise des DOE sont fixés à chaque bon de commande.

4-4.12. Documents nécessaires à l'exécution du marché

En cas de non respect des délais fixés aux articles 8-1 et 8-2 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100 €.

4-4.13. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 €.

4-4.14. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

4-4.15. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-5 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

4-4.16. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.5.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

4-4.17. Autres pénalités diverses

Période de préparation

En cas de retard du titulaire sur la durée de la période de préparation indiquée dans un bon de commande, il est appliqué une pénalité de 500 € par jour.

Absence du titulaire

En cas d'absence du titulaire pendant une fermeture de voie programmée avec l'exploitant, le titulaire encourt une pénalité de 5 000 €.

Non-respect du port des vêtements EPI

En cas de non-respect du port des vêtements EPI, le titulaire encourt 200 € par infraction constatée.

Non-respect de la signalisation et des équipements des véhicules

En cas de non-respect de la signalisation et des équipements des véhicules (gyrophare, etc.), le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par infraction constatée.

Non-respect de la conformité du matériel

En cas de non-respect de la conformité du matériel, le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par infraction constatée.

Non-conformité des travaux : procédure d'exécution

En cas de non-respect de la procédure d'exécution, le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par infraction constatée.

En cas de non-respect d'absence ou d'insuffisance de l'éclairage de chantier, le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par infraction constatée.

4-5. Cumul des pénalités

Les pénalités sont toutes cumulables. Le montant cumulé des pénalités sera retenu sur les sommes dues à l'entreprise.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à 30 % quel que soit le lot.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande du lot.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande du lot atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label (cf paragraphe IV.1 du CCTP), le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Sans objet.

7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Sans objet.

7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Sans objet.

7-4. Piquetage général

S'il y a lieu et avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contrairement avec le maître d'œuvre.

7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

S'il y a lieu, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contrairement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-20 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entreprise titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

En complément de l'article 28.1 du CCAG la prolongation de la période de préparation par ordre de service du maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.

Par dérogation aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

8-2. Etudes d'exécution des ouvrages

Les conditions d'établissement des études d'exécution des ouvrages seront, s'il y a lieu, précisées à l'occasion de chaque commande.

8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont applicables de droit.

Le Schéma d'Organisation du Suivi et de l'évacuation des Déchets (SOSED) doit être respecté.

8-4.3. Sécurité et hygiène des chantiers

L'intervenant qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un intervenant pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

À la demande du titulaire, et avec l'accord du maître d'œuvre, les communications à travers le site des travaux peuvent être restreintes dans les conditions suivantes :

Le titulaire s'assurera que son personnel ne franchira pas les voies de circulation des chaussées franchies ou portées. Un strict respect des préconisations du CSPS devra être observé.

L'écoulement des eaux à travers le chantier peut être restreint dans les conditions suivantes :

Dans le cadre des travaux, l'utilisation d'eau ne devra pas représenter une source de danger pour les usagers des voies de circulation. Les mesures seront prises pour éviter la présence d'eau issue des travaux, sur les chaussées circulées.

8-4.6. Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux

L'emploi des explosifs est interdit.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

8-6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le titulaire doit fournir à la personne publique, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- l'outillage ;
- les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis ;
- les équipements de manutention ;
- les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages ;
- les protections ;
- les matériels de télécommunication ;
- les équipements de protections individualisés ;
- les équipements de recherche de personnes (bips, talkie-walkie...).

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis aux dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du travail, articles R.4511-1 à 12, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11.

8-7. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

Pour l'ensemble des matériels et documents confiés au titulaire par le pouvoir adjudicateur, l'article 40 du CCAG est applicable.

8-7.1. Prise en charge des installations

Sans objet.

8-7.2. Restitution des installations

Sans objet.

8-7.3. Prise en charge et restitution de la documentation des installations

Toute la documentation fournie au titulaire pour l'exécution d'un ouvrage est restituée au RMO au plus tard en même temps que la livraison du dossier de recollement.

Un constat signé par le titulaire et le RMO est établi pour contrôler l'état des documents confiés au titulaire lors de la mise à la disposition et lors de la restitution.

8-7.4. Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison et sans supplément de prix toute la documentation et ses éventuels rectificatifs rédigés en langue française nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures livrées et leurs maintenances éventuelles.

8-8. Conditions d'intervention

Le titulaire doit se soumettre aux consignes de sécurité de la DiRIF ainsi que toutes les demandes émanant du RMO ou de son représentant. Notamment les consignes de sécurité sur les réseaux des différents arrondissements fournis en annexe.

La nature des interventions est précisée dans chaque bon de commande.

Les travaux nécessitant l'arrêt ou le stationnement même partiel d'un engin de l'entreprise sur la chaussée ne pourront se faire que pendant certaines tranches horaires de jour ou de nuit.

Les travaux avec empiètement même partiel sur les chaussées (y compris bande d'arrêt d'urgence) des routes nationales et autoroutes sont réalisés dans les conditions suivantes :

- sont considérées comme prestations de jour les interventions comprises entre 6 h et 21 h.
- sont considérées comme prestations de nuit les interventions comprises entre 21 h et 6 h.

Les interventions de nuit se dérouleront généralement entre 22h00 et 5h00 notamment en cas de besoin de restriction de circulation.

Les interventions de jour se dérouleront généralement entre 10h00 et 15h00 notamment en cas de besoin de restriction de circulation.

Le non-respect de ces prescriptions entraînera, par simple constatation, et donc sans mise en demeure préalable, l'application des pénalités prévues au CCAP.

8-9. Registre de chantier

Il est prévu un registre de chantier conformément à l'article 28.5 du CCAG.

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-2. Réception

9-2.1. Essais et contrôles des prestations

Par dérogation aux articles 24 et 25 du CCAG, le maître d'ouvrage procédera aux opérations de contrôle listées au paragraphe VII.4 du CCTP ainsi qu'à toute autre opération de contrôle qu'il jugera utile.

9-2.2. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

- Une réception est effectuée à l'issue de chaque commande.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

9-2.3. Réceptions partielles

Une réception est effectuée à l'issue de chaque commande. Il n'y a pas de réception partielle.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Documents fournis après exécution

La remise des plans et documents listés dans le CCTP par le titulaire fait partie intégrante des prestations. Ils doivent être présentés dans les délais prévus ci-dessus.

Ces plans et documents resteront la propriété de l'administration.

Il s'agit notamment des documents relatifs aux dossiers de récolement après exécution d'un ouvrage.

Le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, sous format numérique. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

9-6. Délai de garantie

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG les conditions de garantie des prestations sont les suivantes :

- le matériel est garanti pièces et main d'œuvre, intervention sur site ou retour en usine, contre tout défaut de matière ou vice de fabrication, pendant 10 (dix) ans à compter de la date de constat d'aptitude.
- pendant cette période, le titulaire assure à ses frais, la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses.

Les pièces reprises deviennent la propriété du titulaire.

9-7. Garanties particulières

La durée de vie attendue des structures PPHM (Portiques, Potences et Hauts-Mâts) porteuses de signalisation verticale, à prendre en compte pour la justification des assemblages vis-à-vis de la fatigue, est de **cinquante (50) ans** (cf art. V.6.14 du CCTP).

ARTICLE 10. RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le maître d'ouvrage a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

11-1. Les publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

11-2. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lot	Nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser par année d'exécution de l'accord-cadre
Lot N°1	150 (cent cinquante) heures
Lot N°2	150 (cent cinquante) heures
Lot N°3	150 (cent cinquante) heures
Lot N°4	150 (cent cinquante) heures

La globalisation des heures d'insertion par un titulaire de plusieurs lots est autorisée.

11-3. Les modalités de mise en œuvre des actions s'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ 3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

11-4. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le maître d'ouvrage a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par :

Valentin SOUCHARD
Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises
valentin.souchard@epec.paris
pole-clauses@epec.paris
[07 57 76 85 71](tel:0757768571)

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

11-5. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EP EC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au maître d'ouvrage et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris
(En copie) valentin.souchard@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4-4.10 du présent CCAP.

En tout état de cause, l'entreprise doit informer le maître d'ouvrage, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC

étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-2	déroge à l'article	28.1 du CCAG
CCAP 1-7.3.3	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 3-2.1	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge aux articles	12.1.1 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 3-3.4	déroge à l'article	9.4.4 du CCAG
CCAP 3-6	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 4	déroge aux articles	19.2.1 et 2 du CCAG
CCAP 4-3	déroge à l'article	19.2.4 du CCAG
CCAP 4-3.1	déroge à l'article	19.2.3 du CCAG
CCAP 6-3	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 8-1	déroge aux articles	28.1 et 28.2 du CCAG
CCAP 8-4.8	déroge aux articles	34.1 du CCAG
CCAP 9-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9-1.2	déroge aux articles	38 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	24 et 25 du CCAG
CCAP 9-2.2	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 9-6	déroge à l'article	44.1 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

Sans objet.

c) Normes françaises homologuées

Sans objet.

d) Autres normes

Sans objet.